

JUSQU'AU BOUT...

«Et on ira, et on ira, jusqu'au retrait!».

Jusqu'au bout, oui. Et en même temps nous ne sommes pas des jusqu'au-boutistes. Au sens desperado. Donc *«jusqu'au bout»* ne se distingue pas, pour nous, de *«par quel bout»*. Car, au bout du bout, que voulons-nous?

Nous voulons fondamentalement les *Jours heureux*, le temps d'harmonie, la paix universelle, la fraternité entre les peuples, l'égalité. Nous sommes en lutte pour notre émancipation et celle de tout le genre humain. Pour notre liberté, contre l'exploitation et toutes les dominations. Nous voulons le temps d'harmonie. Et nous savons qu'il est dans l'avenir.

Nous voulons à la fois vivre dignement de notre travail, améliorer nos conditions d'existence ici et maintenant et préparer notre émancipation intégrale par l'abolition du salariat et du patronat. C'est le sens de la double besogne, inscrite au plus profond du projet syndical.

Nous voulons briser les chaînes de l'exploitation qui sont la cause de tant de malheurs et de catastrophes sociales et environnementales, rompre les liens de subordination cause de tant d'oppression et en même temps nous revendiquons de meilleures fiches de paye, des droits garantis, améliorés sans cesse, au minimum maintenus. Corollairement, nous voulons rompre avec la résignation. Sans brusquer, pouvons-nous affirmer d'emblée que, selon nous, elle provient pour une part de ce que les objectifs et produits de cette double besogne ont été quelque peu oubliés?

Les uns et les autres, nous tous ensemble, dans nos syndicats, nous voulons faire œuvre de progrès quelque soit notre sensibilité morale, politique, etc... Et s'il est vrai que les reculs sont plutôt sensibles (euphémisme?) ces derniers temps, nos syndicats n'en continuent pas moins de rassembler les travailleurs qui ont cet objectif à cœur.

C'est dans ce contexte de reculs sociaux et, disons-le, de stagnation voire de défaites syndicales que le gouvernement, et derrière lui les capitalistes, nous agressent de la manière la plus impitoyable.

50 ans, 100 ans peut-être de régression sociale, c'est le hors-d'œuvre, l'amuse-gueule incarné par le projet de loi de destruction du système de retraite.

Ce projet, c'est la retraite des morts. En un sens, la mort au travail. Ceux qui rêvaient de la mort du travail vont être déçus. Qu'on y songe!

Marner pour un patron ou pour un chef de service toute sa vie, autour du SMIC, et ne percevoir qu'une retraite de 899 euros à 63 ans, même pas à 62 (version Berger de la réforme) vu que t'auras pas *«carrière complète»* - donc de toute façon un *«malus»* te sera infligé -, 899 euros donc de retraite à 63 ans alors que t'en peux plus de bosser et qu'attaquer la réduction du *«malus»* est hors de tes forces, il y a de quoi se mettre en rage. Quant à attraper du *«bonus»*, il te faudrait une seconde vie pour y songer!

Telle sera la réalité de la réforme pour une majorité des salariés du privé ou agents de la fonction publique.

Cela n'est pas très *«bienveillant»*, mesdames et messieurs les patrons et gouvernants. Pas aimable du tout.

Vous avez jeté tel un os aux chiens les 1.000 euros garantis à 64 ans pour une carrière complète parce

que vous savez que dans la situation de désespérance sociale c'est presque le nirvana pour des millions de personnes.

Au delà, vous flinguez net tout le système de salaire différé et un pouillème socialisé: gestion paritaire ou entièrement ouvrière de la sécu et des caisses de retraites - on serait définitivement mieux tout seuls du coup. Vous explosez la solidarité inter-générationnelle. A terme, votre objectif est de pulvériser toute référence au plus élémentaire sentiment mutualiste, savoir: *«Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins»*. Archaïsme que tout cela selon vous, *«Monde d'avant»*...

Nous n'avons pas oublié la prophétie (le programme) de Kessler, ancien chef maoïste, ex-bras droit d'Ernest-Antoine Seillière à la tête du patronat (vulgaire cagoulard en vérité): *«Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance»*. C'est net.

Ni celle de l'oracle Warren Buffet: *«Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner»*. C'est un peu fanfaronné mais c'est clair.

Macron, donc, exécute scrupuleusement le mandat que lui a confié la classe capitaliste. Cela sans la moindre courtoisie ou la plus élémentaire bienséance.

Nous mesurons en effet l'insulte qui nous est faite à travers la prétention de nous appliquer un *«malus»* après une vie au travail. Derrière la paille des mots tout droit sorti du langage assurantiel, il y a le grain des choses, la réalité. Vous voulez nous plonger dans le malheur après une vie de travail.

Après une vie de travail, c'est comme après une journée, une semaine ou un mois de travail, on n'aime pas se faire insulter. Ni même avant ou pendant, d'ailleurs. Le Président (très mal élu) de la 5^{ème} République, prétendument sociale d'après la Constitution, tous ses sinistres, empruntent au langage assurantiel pour vendre leur camelote et piller nos caisses: *«bonus!»*, *«malus!»*. Un point par ci, un point par là. Pan ! sur les doigts. Des jetons en chocolat comme prime de Noël?

Après une vie au travail, c'est comme après 8 heures de travail pour les anciens, c'est comme partir à bicyclette en congés payés, en auberge de jeunesse, en camping, en bateau à voile, à cheval. En résidence mutualiste ou en mode perso. C'est du temps totalement autonome, dégagé des contraintes du salariat (enfin pas toutes encore). C'est le jardin et la vie associative, les engagements divers, la famille, les amis, la culture, le sport, les voyages en train gratuit ou à bon marché et à coût environnemental presque nul. Ça peut être la pure contemplation, aussi. Toutes les aspirations sont légitimes, rien ne s'oppose dans le monde que nous voulons. Social et environnemental, tout est lié - nous lions tout, nous! *«Pas le temps de s'ennuyer»*, disent les retraités en bonne santé et disposant d'un montant de retraite ou de pension convenables. C'est un signe. Il vous est insupportable.

Ce que vous imposez, c'est la grande tombola des marchés financiers. Ticket gagnant, ticket perdant. Il n'y avait cette masse de capitaux dont vous ne savez que faire, vous nous paieriez avec des jetons en caoutchouc comme au temps de colonies et du travail forcé. Dans certains pays ravagés par la crise du capitalisme, des travailleurs sont déjà payés avec des bons d'achat de grandes enseignes – des *«points»* en somme.

Après une vie de travail, c'est pas du *«malus»*, c'est pas du malheur qu'on aimerait ressentir ou éprouver. La retraite n'est pas une malédiction, Monsieur Macron. On ne TOMBE pas en retraite comme on TOMBE malade ainsi que vous l'avez exprimé il y a quelques mois pour illustrer un autre projet. La retraite n'est pas une malédiction. La santé non plus.

On commence d'ailleurs à être sérieusement fatigués de l'inversion que vous faites du sens des mots. *«Réforme»*, *«Révolution»* (le titre de votre bouquin), vous nous confisquez tous nos plus beaux mots. *«Bienveillance»*, *«inclusion»*... la liste est longue de ce que vous pervertissez, vous et vos acolytes. La bouse que vous passez en boucle par tous les canaux nous fracasse les oreilles. C'est la salsa des patrons, des actionnaires et des fonds de pension. Nous avons une autre idée de la salsa et de la musique en général. De ce que serait une presse vraiment libre aussi.

Dix jours de travail étaient volés à un salarié en 1981 pour engraisser les actionnaires sur une année. C'est maintenant plus de quarante qui le sont pour les gaver - alors que la productivité augmente! Tout est

dit alors de vos actions et de vos intentions (et celles de vos prédécesseurs). D'ailleurs, vous nous avez déjà tout dit du haut de votre mépris. Nous avons tout compris de votre programme Monsieur 17% qui gouvernez pour le compte des 1% les plus riches. Vos premiers de cordée peuvent remballer leurs mousquetons, aucun alpiniste sérieux ne s'aventurerait sur une paroi avec des guignols et arrogants pareils!

Votre programme? Des accords de gré à gré, le louage - y compris dans la fonction publique - en guise de relation de travail, la fin du salaire brut sans, bien sûr, que le net récupère la part patronale. Et sur cette base, un calcul de misère, de vulgaires jetons, pour aboutir, concernant les plus bas salaires, à 899 euros de retraite (version Berger qui joue du pipeau) ou 1.000 euros (version ordonnances du gouvernement) avec la fin du «malus» à 64 ans pour une carrière complète, c'est à dire 44 ans au chagrin sans le plus petit accroc. Autant dire que si l'on traverse le moindre pépin dans sa vie, si l'on commence à rafler des jetons-retraites seulement à 24 ans, si l'on est épuisé à 62 ans et qu'on jette l'éponge, ce sera 899 euros de retraite. «Macron, Philippe, Berger... même combat!». Vous n'êtes que les instigateurs de cette crise des ciseaux permanente entre l'âge de départ et le montant des retraites sur le front toujours plus étendu de l'extorsion de la plus-value. Demain, vous serez des agioteurs au milieu de la faillite que vous organisez.

Votre projet, c'est le minimum vieillesse étendu à une majorité des salariés, du privé et du public, toutes branches ou versants confondus. Aucun simulateur n'y pourra rien changer même si vous êtes passés maîtres dans l'art de la dissimulation. C'est une diminution drastique des pensions de retraite pour tous les salariés, quelque soit leur niveau de qualification et de rémunération. Ce sera la possibilité seulement pour quelques uns de boursicoter toute leur vie pour espérer un petit complément, ou de contracter pour cela avec les fonds de pension.

Votre projet est constitutif d'une rupture caractérisée du contrat social tel qu'il peut encore se concevoir, pour certains, dans une République admettant l'exercice de la démocratie sociale sur la base d'un syndicalisme indépendant et représentatif. Vous faites voler ce contrat en éclats.

C'est une déclaration de guerre sociale.

Plus aucun droit collectif, «tous contre tous», aucun repère fiable, aucune sécurité dans nos vies et celles de nos enfants.

A ce train-là, il n'est pas certain que nous ayons encore la force ni la motivation de nous lever pour aller taffer. Alors, vous recréerez le bagne? Le travail forcé? Les *Chantiers de jeunesse* dans le prolongement du SNU?

Vue la situation, si rien ne se passe d'un peu enthousiasmant au niveau de l'intersyndicale nationale, on va vite arriver en butée sur les actions locales ou spécifiques, parfois même pas en prise avec notre cahier de revendications qui, en matière de retraite, exige – ne mégotons plus - l'abrogation de toutes les contre-réformes depuis celle de Balladur (1993) et l'alignement progressif de tous les régimes sur les plus favorables. Les traminois de Nantes en alliance avec les machinistes de la RATP, c'est ça l'exigence de justice sociale! Par ailleurs, les journées d'action suffiront-elles quand c'est une conférence d'alarme et une mobilisation générale qu'il faut organiser?

Nous ne voulons pas prendre notre tour pour 10 ans de désespérance sociale – et encore! - en constatant qu'inexorablement le mouvement s'étirole ou en nous confrontant à des collègues qui acceptent parfois d'embaucher sous escorte policière (comme au rectorat de Rennes, mercredi 15 janvier). Le blocage n'est pas la grève, nous le savons tous. On ne peut se substituer à personne. Par ailleurs, personne n'est engagé dans la course pour savoir qui l'aura faite la plus longue et la plus dure, de grève. Et c'est pas non plus QUE dans la rue que ça se passe. On fait grève pour gagner le retrait et nous savons ce que nous pourrions reconquérir après. On y pense déjà. On constitue des caisses de grève pour nous préparer à autre chose quand nous serons en capacité: l'aide directe des paysans, un moratoire sur toutes nos charges fixes, l'annulation de toutes les dettes injustes. Oui, l'annulation des dettes privées indues, c'est une miette à côté de ce qu'a dévoré la finance en 2008. Nos camarades du secteur bancaire devraient déjà plancher là-dessus. Dans toutes les branches, on devrait même songer inscrire à l'ordre du jour la réflexion autour de la fourniture gratuite des services de base: nourriture, eau, électricité, chauffage, transports, logement, culture, etc., par les camarades qui les produisent ou les gèrent eux-mêmes et donc les échangent entre eux librement. Enfin, n'importe quel modèle alternatif au bagne capitaliste pourvu que nous le construisions nous-mêmes.

La grève jusqu'au bout, c'est la reprise du travail affranchi de toute exploitation. C'est ce que dit on ne

peut plus clairement la *Charte d'Amiens*, plus que jamais opératoire: «(...) il (le congrès de la CGT) *préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale*». (1906).

C'est parfois difficile de décider la grève sur son lieu de travail pour les intérimaires ou les contrats courts, par exemple. Pour les gens qui bossent dans des conditions dégradées aussi. Pour eux, un appel clair et solennel de l'intersyndicale à la grève générale pour et jusqu'au retrait serait une aide précieuse, une revivification de l'idéal enfoui. Tandis que nous sommes au coude à coude dans les actions à la base, les porte-paroles de nos confédérations (CGT-FO, CGT, FSU, Solidaires, organisations de jeunesse) se contentent de paroles encourageantes, certes, mais insuffisantes. En camarades, nous leur disons : « Il ne s'agit pas seulement de nous soutenir. Il s'agit, sur la base du mandat que nous vous avons confié - le retrait de ce plan de destruction -, d'appeler et d'organiser pour la part qui vous revient la grève pour le retrait. Pour le reste, on s'en charge nous-mêmes. Mais on ne va pas tout réinventer en cinq minutes alors que nos organisations existent et qu'il y a urgence ! »

C'est parfois difficile de décider la grève, de l'organiser, de la construire - de convaincre tout simplement -, peut-être aussi parce que pas mal de nos camarades élus et mandatés ont un peu trop soigneusement plié dans leur poche le programme syndical originel. Nous arrivons en un temps où ces choses peuvent être dites sans invective. Pour nous, il est grand temps de redéployer la Charte d'Amiens et plus généralement le syndicalisme confédéré originel – la vieille CGT, quoi.

En tous cas et indépendamment des débats et recompositions à venir, il faut abonder urgemment les caisses de grève pour aider les camarades cheminots, RATP, enseignants, et tous les autres, en grève depuis le 5 décembre ou avant. Nous exigeons bien sûr le paiement des jours de grève si nous sommes assez forts.

Forts, nous le sommes déjà. Rien ne se produit, rien ne s'échange, rien ni personne ne se transporte, rappelons-le, qui ne soit le produit de notre travail, actuel ou en devenir pour ce qui concerne la jeunesse. C'est ce qui terrifie la bourgeoisie les jours de grève, même les plus "plan-plan".

Alors, que peut-il se passer d'enthousiasmant au niveau de l'intersyndicale nationale autre que l'appel à la grève générale ?

Tout le monde espère cet appel. Il n'y a pas d'autres solutions. Une parole audacieuse, enfin ! Même si nous ne ménageons pas nos efforts localement ou spécifiquement, il faut une parole audacieuse des confédérations, dans l'unité, pour redonner confiance à tous ceux qui hésitent. Et c'est compréhensible d'hésiter après toutes ces défaites.

Il faut une conférence de presse commune et solennelle des porte-paroles de toutes les confédérations pour exiger le retrait de la contre-réforme. Un appel clair à la grève générale pour l'obtenir. Tel jour, des manifestations partout, des occupations, des AG pour décider. Des actions pour s'impliquer, se conforter, sur la base de la grève qui seule nous donne du temps et nous garantit.

Toute heure qui passe est une heure perdue.

Mais il y a une double contrainte. Cette attaque contre le système de retraite se double en effet d'une agression contre nos syndicats. Nous devons aussi y répondre.

Si le gouvernement - et derrière lui les fonds de pension - demandent aux directions syndicales de préparer un soi-disant projet de financement pour éviter le recours aux ordonnances, c'est qu'il leur demande en fait de rédiger les ordonnances. C'est inouï ! Quelle impudence !

Imagine-t-on la CGT rédiger les décrets-lois Daladier, en 1938, qui abrogèrent les conquêtes de Mai-Juin 1936 ?

A travers les directions confédérales, c'est l'ensemble des adhérents et militants qui sont insultés, salis. Il faut en effet être de l'espèce du ténia pour accepter de ramper dans un tel dégueulis.

Les confédérations syndicales ouvrières se sont déjà mises en colère contre le danger corporatiste. Elles ont su l'écarter en 1969. C'était sur le mode référendaire, hors champ syndical a priori mais néanmoins légitime pour le coup. Seraient-elles incapables aujourd'hui de réaliser l'unité sur le strict terrain de la lutte économique et défensive ? Nous savons que des camarades se posent la question dans tous les syndicats.

Les vrais réformistes (mais pas que!), c'est nous. Pour une part, nous œuvrons pour le progrès social, les réformes graduelles ou immédiates, positives, obtenues par la négociation collective sur la base de nos revendications et des mandats confiés à nos représentants. En l'occurrence, nous sommes favorables à la publicité des négociations, sous forme directe de préférence, car nous voulons par dessus tout garder le contrôle de notre action. Si, comme le dit ce camarade cheminot: «*Nous sommes face à la mère de toutes les batailles*», alors oui, nous voulons tout entendre, tout discuter, tout décider dans le respect des statuts et des instances.

Nous respectons les individus dans notre tradition. «*Amants passionnés de la culture de nous mêmes*» (Fernand Pelloutier), nous savons que la possibilité de ce respect découle seulement de l'existence des droits collectifs et s'oppose à la mise en concurrence de tous contre tous. Individualistes parfois, nous ne sommes jamais égoïstes. C'est pourquoi nous disons que les conditions de travail qui nous sont faites aujourd'hui sont attentatoires aux droits des individus. Suicides, burn-out, toutes les maladies professionnelles, les accidents, sont le fait de la pression des capitalistes sur notre classe, et de leurs relais. L'attentat qui est fait à la vie d'un camarade est une atteinte à la mienne. Au contraire, sa liberté et son bonheur m'invitent à cultiver la mienne, approfondir le mien jusqu'à l'infini.

Nous voulons le progrès social qui sera aussi celui des individus et en aucun cas nous n'accepterons la régression. Nous ne pouvons même pas l'envisager, ne serait-ce qu'en mémoire de nos anciens qui se sont battus du prix du sang pour arracher ou tenter d'arracher les revendications d'alors: journée de 8 heures, salaires décents, contre les «*trois ans*», congés payés, droits collectifs, sécu, école gratuite et laïque, égalité de traitement pour les travailleurs des pays colonisés puis, les peuples s'étant libérés, pour les travailleurs venus d'autres pays. C'était dans le «*monde d'avant*».

Nous savons que les derniers acquis ne remontent pas si loin en matière de retraite: 37,5 années de cotisation pour une retraite complète! Revendiquer, reconquérir, revendiquer encore: l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, des allocations décentes, la hausse des salaires et du point d'indice pour les fonctionnaires, l'arrêt des cadeaux au patronat, l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail et les embauches correspondantes, la réouverture des hôpitaux et des services fermés avec les embauches nécessaires, etc... Chacun constate ce qui ne fonctionne pas dans la société et où sont la peine et la souffrance. La satisfaction, même au dixième, de nos revendications remplirait conséquemment les caisses de tous les régimes de retraite ! Qui oserait y faire obstacle?

Ce que Kessler en prophète, Buffet en oracle, et tous les servants de la classe capitaliste veulent nous infliger, c'est une défaite historique, quitte à organiser une faillite généralisée. Le monde d'après - leur monde - nous écrase déjà sous ses ruines. Partout des fumées s'élèvent. La guerre menace. Elle peut être mille fois pire que toutes celles d'avant. Nous relisons avec passion les thèses pacifistes du vieux syndicalisme.

Aucune victoire ne s'obtient sans combattre. Mais la victoire ne s'obtiendra que par un combat collectif, le «*tous ensemble*» qui projettera hardiment nos exigences et nos valeurs émancipatrices dans le détail et le déroulé même de nos actions pour les revendications immédiates. Double besogne, toujours.

UNION! proclame la pancarte de cette travailleuse américaine dans le film Norma Rae (*), debout, toute seule sur sa table de travail au milieu d'un atelier qui bourdonne d'activité dans une apparente résignation. *UNION!* Car il n'y a d'autre alternative que combattre ensemble ou mourir séparément.

Une parole audacieuse enfin! Unissons-nous! C'est pas difficile. C'est le contraire qui rend la vie impossible.

Les porte-paroles nationaux de l'intersyndicale doivent appeler à la grève générale jusqu'au retrait. Ils ne peuvent plus nous servir seulement de points d'appui, aussi justes soient leurs déclarations. Ni se contenter de laisser la bride sur le cou des militants les plus combattifs. Plus on tarde, plus ce sera difficile. Il faut

(*) Remarque: dans le film cité, le terme *Union* est en l'occurrence la traduction de *Syndicat*, la création d'un syndicat dans l'usine étant soumis à acceptation référendaire préalable. (Note A.M.).

appeler maintenant, solennellement. Nous saurons nous organiser. Car il est mille fois préférable que le gouvernement retire son projet sans bargouiner, dans le calme, avant qu'il ne soit discuté ou adopté sous quelque forme que ce soit par le Parlement (texte signé par Berger ou texte des ordonnances). Personne ne leur fera le reproche d'avoir essayé. Juré.

Si nous sommes assez forts et que nous arrachons le retrait, alors nous pourrions gagner sur le reste de nos revendications, reprendre tout le terrain perdu. Il n'y aura pas de nouvelles conquêtes pour ceux qui ne savent garder les anciennes.

Accessoirement, nous pourrions même négliger - peut-être même en rire - le fait qu'il ait accepté, ce Parlement, par anticipation, le jour même de son installation, de servir de paillason au gouvernement par ordonnances, au gouvernement matraqueur, menteur, tricheur.

On en arrive en effet à un niveau tel de décomposition et d'hystérisation du pouvoir de la bourgeoisie que seule la grève générale devient la condition de la démocratie, un facteur d'ordre et de paix sociale - pour peu qu'elle soit un tantinet expropriatrice et gestionnaire. Nous en avons marre du bonapartisme sénile, des violences en tous genres, des humiliations.

Marre aussi des «*débouchés politiques*» promis depuis des lustres par les politiciens et qui ne font souvent que reporter ou aggraver les choses. Marre du temps et des occasions perdus. Il n'y a pas, cette fois, de «*débouché politique*» supposément favorable aux travailleurs à l'horizon? C'est une chance, un gage de victoire.

Au musée des horreurs sociales leur vieux monde! Le nouveau sera nôtre.

Vive la Sociale!

Frédéric F,
janvier 2020.
